

Conseil municipal du Havre - Lundi 14 septembre 2020

Intervention de Jean-Paul Lecoq *Député, Conseiller municipal*

Concernant la situation des salariés de Dresser-Rand

Monsieur le Maire,

Nous sommes en présence d'un plan social à la découpe... ou d'un plan social par tranches : sur 560 salariés actuellement, 295 sont concernés par ce plan de suppressions d'emplois.

Notre groupe « Un Havre Citoyen » pense d'abord à toutes ces familles, et pour avoir regardé les salariés aller au boulot le matin depuis l'annonce, je peux vous dire que beaucoup de choses se lisent sur les visages.

Sur les 265 emplois restants, 30 seulement resteraient concernés par la production. **Qui peut croire que le site pourrait rester pérenne avec 235 salariés non liés à la production !? En cause : l'avenir même du site ! En cause : 560 emplois à terme et pas uniquement les 295 appelés à être sacrifiés dans le cadre d'un PSE (Plan de Sauvegarde de l'Emploi...)**

Cette brutalité n'est pas digne d'une transition !

Le site est fragile : oui. Mais il ne manque ni d'atouts, ni de savoir faire et il fait parti d'un ensemble industriel complémentaire...

Exemple, il y a 10 ans en 2009, la mise en service de sa plate-forme mondiale d'essais de compresseurs, située sur la zone industrielle commune à Oudalle et Rogerville. Nous lisons alors dans le communiqué de la direction de l'usine : « *Ce centre mondial d'essais, représentant un investissement de 18,5 millions d'euros, permet désormais à l'usine havraise de l'américain Dresser Rand, spécialisé dans la fabrication de compresseurs et turbines d'assurer des essais de recherche et développement et de viser de nouveaux domaines d'applications industrielles liées principalement à la liquéfaction de gaz naturel, la fabrication d'éthylène et de carburants synthétiques en direction d'usines de classe mondiale.* »

10 ans après, on ferme ! On ne traite pas les salariés ainsi, en leur annonçant brutalement la suppression de la moitié des effectifs et la fin de toute production. C'est du mépris. Et on ose leur parler de transition ? La transition induit un mouvement concerté, pas la brutalité de la rupture !

Qui peut croire que ce projet de destructions d'emplois n'était pas connu au printemps lors des élections ?

Qui peut croire que ce projet de destruction d'emplois n'était pas connu lors des négociations sur l'implantation des usines éoliennes au Havre ?

On utilise ici l'alibi de la transition écologique et industrielle !

J'ai entendu les propos de votre Adjoint à l'environnement Monsieur le Maire, Jean-Baptiste Gastinne, justifier cette fermeture et ces destructions d'emplois par la nécessaire transition écologique. **A croire que les usines éoliennes pour lesquels nous nous sommes tous mobilisés, n'avaient finalement vocation qu'à recycler des emplois à sacrifier...**

Je vous ai lu également dans la presse locale, vous étiez d'ailleurs plus mesuré, plus humanisé...

Je vous le dis quand même : si vous utilisez l'enjeu de la transition écologique pour justifier les plans sociaux, nous allons tous au devant de fortes déconvenues...

Sauf à considérer que la transition écologique ou le tourisme peuvent compenser sur les 10 prochaines années des dizaines de milliers de destruction d'emplois industriels...

Et puis il faut être sérieux : une partie des salariés touchés chez DRESSER se verraient proposer un poste au sein de l'écologiquement controversée centrale thermique à gaz de Landivisiau en Bretagne...

D'autres seraient pris en charge dans le cadre du fumeux « *Pacte de transition industrielle et écologique* » concocté à la va-vite à la veille des élections municipales par le précédent président du Havre Seine Métropole et le précédent ministre de l'Écologie De Rugy pour faire avaler la fermeture de notre centrale thermique du Havre...

Et les autres se verraient offrir un emploi, j'ai bien dit offrir, s'ils sont sages évidemment car la sélection se ferait sur CV et non de manière collectivement négociée, dans les futures usines éoliennes construites par SIEMENS au Havre.

En réalité, pour cette nécessaire et incontournable transition industrielle et écologique qu'il nous faut appréhender, deux choix politiques, deux visions différentes se sont face :

- Celle du « laissez faire » les grands groupes, les marchés et les profits avec du sponsoring d'argent public ;
- Et celle de l'intervention de la puissance publique, de la régulation, de la négociation, pour que tout le monde s'y retrouve à commencer par la planète et les salariés...

Car non le marché ne fait pas ce qu'il veut !

Un petit rappel utile pour les grands groupes adeptes du Libéralisme et leurs soutiens politiques, et ils sont nombreux dans cette salle : **l'implantation de la filière éolienne en France est largement financée par des fonds publics, c'est le cas des usines du Havre.**

Et donc il y a un côté hypocrite à dire : « *nous ne pouvons pas agir sur la stratégie des groupes, sur la loi du marché, chacun dans son rôle* », et en même temps sponsoriser les mêmes entreprises et marchés à coups de millions d'argent public. De Milliards même, 100 au total, à travers actuellement le Plan de relance de l'économie.

Ces licenciements sont sans doute également boursiers, bien loin du souci écologique affiché...

Car j'observe que l'annonce de ces suppressions massives d'emplois et fin d'un site de production intervient le même mois que la recapitalisation de SIEMENS ENERGY. Cela ressemble beaucoup à une opération d'optimisation boursière...

Je vais citer la presse spécialisée : *« Comme annoncé en mai 2019, le groupe allemand va bien se séparer de 55 % de ses parts dans Siemens Energy lors d'une introduction en Bourse prévue le 28 septembre 2020... »* Ah ??? c'est bientôt, comme par hasard... *« Et 12 à 18 mois plus tard, il prévoit de procéder à nouveau à une réduction significative du nombre de ses parts. Siemens aura alors quasiment tourné la page de la production des grands équipements énergétiques - turbines électriques, mais aussi grosses éoliennes. »*

Sociétés écrans, ventes par tranches, par appartements si je puis utiliser cette expression, transferts de personnels pour bénéficier de subsides européens et licenciements immédiats ou retardés... **On ne produit plus de biens d'équipement, le capitalisme cherche d'abord à être boursier et à satisfaire l'appétit des actionnaires.**

Monsieur le Maire vous en savez longs sur ces dérives...

Alors comment s'en sortir ?

En n'insultant pas l'avenir ! Contrairement malheureusement à ce qu'il s'est déjà produit avec la fin de la cimenterie Lafarge ou la mort programmée par le précédent gouvernement de notre centrale thermique, pourtant promise à une belle et surtout utile reconversion verte.

On pèse tous ensemble auprès de SIEMENS pour lui dire : « pas touche » à l'outil DRESSER avant que l'on ait tous travaillé ensemble, et à ciel ouvert, sur une planification de la transition écologique et industrielle sur l'ensemble de notre bassin industriel de vie et d'emplois.

Vu les profits dégagés par ce mastodonte, la production actuelle peut bien se poursuivre encore quelques temps.

Nous préservons ainsi les futurs emplois des usines éoliennes pour servir les emplois locaux, de nouveaux emplois pour résorber un chômage bien trop fort, offrir des perspectives et des formations pour nos jeunes ; et non pas pour être utilisés à des fins de plans sociaux.

Pendant la campagne électorale d'ailleurs, vous et vos colistiers et colistières alliez dans les quartiers pour dire aux jeunes : *« On vous garantit d'avoir des emplois dans les usines éoliennes »*. Mensonges, vous saviez déjà qu'une grande partie des emplois étaient utilisés pour reclasser le personnel de DRESSER et de la centrale thermique : 950 emplois directs sur les futures usines moins 200 pour la centrale moins 300 pour Dresser, il ne reste déjà plus actuellement que la moitié des emplois nouveaux...

Et on organise, tous ensemble, ce boulot de transition écologique et industrielle programmée, planifiée. On peut même s'appuyer pour cela sur le nouveau Haut commissaire au plan et à la prospective... Industriels, patronat, syndicats, associations, élus locaux, chercheurs, universitaires...

Car c'est ensemble et à découvert, sans rien cacher, que l'on peut travailler à cet enjeu majeur qui concerne tout l'avenir de notre territoire et ses 32.000 familles qui vivent actuellement des industries et du port.

Voilà Monsieur le Maire. Nous n'avons préparé de vœu pour ce Conseil municipal là, parce qu'il était nécessaire d'éclairer l'ensemble des conseillers municipaux et non pas leur proposer un vœu tout de suite, sans qu'ils aient pris connaissance de l'ensemble du dossier.

De ce qu'était aussi en réalité le plan de transition écologique, le fameux « Pacte » que vous avez signé l'année dernière, et que nous nous n'avons pas voté à la Communauté d'agglomération parce qu'il y avait un loup, et ce loup est découvert quelques mois après : ce Pacte en fait allait être utilisé pour reclasser des salariés et non pour créer de nouveaux emplois. Mais alors que chacun de votre côté avaient les éléments réels, vous ne l'avez pas dit. Cela s'appelle peut être un mensonge par omission.

Maintenant que vous savez tout, en partie par ce que les salariés vous disent et en partie parce que vous lisez et allez lire au cours des prochaines semaines, nous allons vous proposer un vœu lors du prochain conseil pour que tous ensemble nous puissions nous opposer à ces suppressions d'emplois et garantir l'avenir de DRESSER au Havre.